

République centrafricaine – Urgence complexe

29 mars 2024

COUP D'ŒIL SUR LA SITUATION

6,1 MILLIONS Population estimée de la RCA <i>ONU, novembre 2022</i>	2,8 MILLIONS Nombre estimé de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire <i>ONU, janvier 2024</i>	2,5 MILLIONS Nombre attendu de personnes confrontées à une insécurité alimentaire aiguë d'avril à août <i>IPC, novembre 2023</i>	522 231 Déplacés internes en RCA <i>HCR, février 2024</i>	755 641 Nombre de réfugiés de RCA résidant dans les pays voisins <i>HCR, février 2024</i>
--	---	---	--	--

- Le PRH 2024 pour la RCA lance un appel de fonds de 367,7 millions de dollars pour fournir une assistance multisectorielle à 1,9 million des personnes les plus vulnérables de la RCA, en donnant la priorité à la localisation, à la protection et au soutien aux rapatriés.
- Les attaques menées par des éléments présumés du groupe armé 3R dans la préfecture de Lim-Pendé en décembre 2023 ont entraîné la mort d'au moins 23 personnes, le déplacement de résidents et la destruction de maisons et d'autres infrastructures.
- Près de 7 000 personnes originaires du Soudan sont arrivées dans le site de déplacement de Korsi soutenu par le HCR entre le 1er janvier et le 19 mars, augmentant la population du site de plus de 250 %.



TOTAL DU FINANCEMENT HUMANITAIRE DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN

	USAID/BHA ¹	43 311 985 \$
En interventions d'urgence en RCA pour l'exercice fiscal 2024	Département d'État/PRM ²	5 180 000 \$
	Total	48 491 985 \$

Pour connaître la répartition complète du financement entre les partenaires, voir le tableau détaillé en page 6

¹ Bureau USAID d'assistance humanitaire : USAID's Bureau for Humanitarian Assistance (USAID/BHA)

² Bureau de la population des réfugiés et des migrations du Département d'État des États-Unis : U.S. Department of State's Bureau of Population, Refugees, and Migration (Département d'État/PRM)

PRINCIPAUX DÉVELOPPEMENTS

Le PRH 2024 pour la RCA lance un appel de fonds de 367,7 millions de dollars pour venir en aide à 1,9 million de personnes ; en février, le HCR lance le Plan d'intervention en faveur des réfugiés du Soudan

Le gouvernement de la République centrafricaine (GRCA) et l'Équipe Humanitaire Pays (EHP) ont officiellement lancé le Plan de réponse humanitaire (PRH) pour la République centrafricaine (RCA) le 2 février, demandant 367,7 millions de dollars pour fournir une aide humanitaire multisectorielle à 1,9 million des personnes les plus vulnérables de la RCA. Bien que la situation humanitaire globale en RCA se soit améliorée ces dernières années, des décennies de conflit persistant, ainsi que les impacts du conflit au Soudan et l'insécurité dans le nord-ouest de la RCA, le long de la frontière avec le Tchad, ont continué à entraîner des besoins importants en RCA en 2023 ; le PRH cite la nourriture, la santé, la protection et l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) comme étant les domaines où les besoins sont les plus pressants. Le plan prévoit qu'environ 2,8 millions de personnes en RCA, soit 46 % de la population, auront besoin d'une aide humanitaire en 2024. Bien que la nécessité d'une action humanitaire soutenue reste élevée, les acteurs de l'aide humanitaire ont signalé une diminution globale des besoins humanitaires en RCA au cours de l'année 2023 en raison de l'impact de l'aide humanitaire et de l'amélioration relative des conditions de sécurité dans certaines zones. Par conséquent, le PRH 2024 met l'accent sur l'assistance multisectorielle, en veillant à ce que les questions de protection soient abordées dans toutes les formes d'assistance, et en intégrant les parties prenantes locales dans la réponse humanitaire. Le plan met l'accent sur le soutien aux personnes déplacées retournant dans leurs zones d'origine et l'intégration de l'aide humanitaire aux programmes de développement dans les zones plus stables. Les 367,7 millions de dollars demandés par le PRH 2024 pour la RCA représentent une diminution de plus de 30 % par rapport au PRH 2023, qui n'a reçu qu'environ 56 % de sa demande de 533,3 millions de dollars de la part des bailleurs de fonds.

Par ailleurs, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a publié le 7 février son Plan régional d'intervention en faveur des réfugiés du Soudan, demandant 1,4 milliard de dollars pour soutenir les réfugiés soudanais en 2024 ; sur le total de l'appel, le HCR a demandé 46,6 millions de dollars pour répondre aux besoins des réfugiés soudanais en RCA, avertissant que 10 000 réfugiés supplémentaires pourraient arriver dans le pays au cours de l'année.

Les attaques du groupe armé 3R à Nzakoundou en décembre et janvier ont entraîné des décès, des déplacements et des besoins accrus en matière de protection

Les attaques menées par des éléments présumés du groupe armé Retour, Réclamation, Réhabilitation (3R) dans le village de Nzakoundou (préfecture de Lim-Pendé) le 21 décembre 2023 ont entraîné la mort d'au moins 23 civils, le déplacement des habitants du village et la destruction de maisons et d'autres infrastructures. En réponse, la Mission intégrée multidimensionnelle de stabilisation des Nations Unies en République centrafricaine (MINUSCA) a déployé des forces pour sécuriser la zone et faciliter la distribution de l'aide humanitaire aux populations touchées, notamment en soutenant le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies et trois organisations non gouvernementales internationales (ONGI) qui ont fourni une aide humanitaire à près de 3 800 personnes à compter du 6 janvier 2024. Un partenaire de l'USAID/BHA a également fourni des kits d'hygiène contenant des produits hygiéniques et sanitaires de base. La MINUSCA a signalé une accalmie des conditions de sécurité à Nzakoundou depuis le 10 janvier, ce qui a permis le retour progressif des personnes déplacées et la reprise totale des programmes d'aide. Cependant, le 15 janvier, une patrouille de la MINUSCA a heurté un engin explosif alors qu'elle revenait d'escorter des travailleurs humanitaires à

Nzakoundou, entraînant la mort d'une personne et en blessant cinq autres. Selon l'ONU, cet incident souligne l'urgence d'une assistance en matière de protection, y compris l'élimination en toute sécurité des engins explosifs, dans les zones touchées par le conflit en RCA. L'expert indépendant des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme en RCA, Yao Agbetse, a condamné les récentes violences liées aux 3R dans une déclaration présentée au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies le 27 février.

Le nombre de réfugiés soudanais à Korsi continue d'augmenter en 2024

La population du site de déplacement de Korsi, soutenu par le HCR, dans la sous-préfecture de Birao (préfecture de Vakaga), a atteint près de 4 700 ménages, soit environ 10 700 personnes, en date du 25 mars, alors que les habitants continuent de fuir les régions voisines du Soudan en raison des frappes aériennes et de la détérioration des conditions, selon le HCR. Plus de 3 000 ménages, soit plus de 6 900 personnes, sont arrivés à Korsi rien qu'entre le 1er janvier et le 19 mars, ce qui représente une augmentation de plus de 250 % de la population de Korsi par rapport à la fin de l'année 2023. Les personnes arrivant en RCA en provenance du Soudan ont un besoin urgent d'assistance en matière de santé, de nutrition, de protection, d'abris et d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH), selon l'ONU. Entre le 21 et le 27 mars, le HCR, partenaire du Département d'État/PRM, et NOURRIR, son partenaire de mise en œuvre local, ainsi que l'International Medical Corps (IMC), ONG partenaire de l'USAID/BHA, ont réalisé plus de 770 consultations médicales à Korsi, au profit de près de 750 réfugiés, dont 200 étaient de nouveaux arrivants.

Selon le HCR, environ 13 000 réfugiés soudanais vivaient ailleurs qu'à Korsi. Beaucoup d'entre eux ont un besoin urgent d'assistance et se trouvent dans des zones difficiles d'accès, avec un accès limité aux services de base. Toutefois, les activités des groupes armés ont perturbé les activités d'assistance dans certaines parties de la Vakaga, située le long de la frontière avec le Soudan. Tout au long du mois de février, l'accès humanitaire à de nombreuses zones abritant des réfugiés, y compris des emplacements le long du couloir reliant les villes de Ouanda-Djallé et d'Am Dafok (Vakaga), a été limité en raison de la présence de groupes armés. Plusieurs incidents de vol à main armée le long de cette route ont entraîné une perturbation de l'approvisionnement en produits de première nécessité dans certaines parties de la Vakaga, en particulier à Birao, ce qui a exacerbé les besoins humanitaires dans les zones touchées.

L'activité des groupes armés entraîne une hausse des prix et une réduction de l'accès à l'agriculture, ce qui aggrave l'urgence alimentaire

Les ménages pauvres des zones touchées par le conflit en RCA, y compris les préfectures de la Haute-Kotto et du Haut-Mbomou, sont susceptibles d'être confrontés à des niveaux d'insécurité alimentaire aiguë de niveau Crise - IPC3 - pendant la saison maigre d'avril à juillet en raison d'un accès limité à la nourriture et aux moyens de subsistance, selon une analyse du Réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine (FEWS NET) datant du mois de mars.³ De nombreux ménages de ces régions ne peuvent accéder aux champs et aux possibilités de cueillette, de chasse et de pêche que dans un rayon de dix kilomètres autour de leur domicile, en raison de l'activité des groupes armés. En outre, l'insécurité entraîne une augmentation des prix des denrées alimentaires, les prix du riz et du manioc dans la sous-préfecture d'Obo (Haut-Mbomou) étant respectivement supérieurs de près de 80 % et 50 % aux moyennes de 2023 et d'environ 40 % et 30 % aux moyennes quinquennales, à la date du mois de mars. Dans tout le pays, de nombreux ménages pauvres ont épuisé leurs réserves alimentaires pendant la saison sèche de novembre à février et dépendent donc des marchés où les prix restent élevés par rapport aux niveaux moyens, ce qui entraîne des niveaux d'insécurité alimentaire de niveau Sous pression - IPC2. En raison d'un accès limité à la nourriture, les ménages pauvres

³ La classification intégrée des phases de la sécurité alimentaire (IPC) est une initiative multipartenaire qui a développé une échelle standardisée pour classer la gravité et l'ampleur de l'insécurité alimentaire. L'échelle IPC, qui est comparable à travers les pays et le temps, va de Minimale-IPC 1 à Famine-IPC 5 pour une insécurité alimentaire aiguë.

sont susceptibles d'adopter des stratégies telles que la collecte d'aliments sauvages, la réduction de la consommation alimentaire et la migration vers des zones de production minière à grande échelle qui sont souvent peu sûres pour trouver des moyens de subsistance.

CHIFFRES CLES



6

Partenaires financés par l'USAID/BHA qui soutiennent les activités d'aide alimentaire

RIPOSTE DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN

SECURITE ALIMENTAIRE

L'USAID/BHA soutient le PAM des Nations Unies pour fournir une aide alimentaire d'urgence, y compris des transferts en espèces, des aliments locaux et régionaux, des bons d'alimentation échangeables contre de la nourriture sur les marchés locaux, et du riz, des pois cassés et de l'huile végétale provenant des États-Unis, aux populations en situation d'insécurité alimentaire dans toute la RCA, notamment les communautés hôtes, les personnes déplacées, les réfugiés et les rapatriés. L'USAID/BHA soutient également les ONG partenaires pour fournir une assistance alimentaire d'urgence aux populations dans le besoin dans l'ensemble du pays. En outre, les partenaires de l'USAID/BHA fournissent des intrants agricoles et des formations pour renforcer la sécurité alimentaire et faciliter la réhabilitation des moyens de subsistance des ménages les plus vulnérables de la RCA. Entre le 7 et le 13 mars, NOURRIR a distribué près de 8 600 repas chauds à Korsi grâce à de la nourriture donnée par le PAM, partenaire de l'USAID/BHA.



6

Partenaires financés par l'USAID/BHA qui soutiennent les activités de santé et de nutrition

SANTÉ ET NUTRITION

L'USAID/BHA aide les ONG partenaires à mener des programmes d'alimentation complémentaire pour les enfants âgés de 5 ans ou moins et les femmes enceintes et allaitantes en créant des voies d'orientation communautaires pour identifier et traiter les cas de malnutrition. Par l'intermédiaire du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), l'USAID/BHA fournit également une aide nutritionnelle d'urgence aux enfants, aux mères et à leurs aidants. En outre, l'USAID/BHA assiste les ONG dans la fourniture d'une assistance sanitaire, qui couvre notamment des traitements diagnostiques, l'exploitation de cliniques mobiles et des services d'orientation pour les maladies et les blessures. Les ONG partenaires de l'USAID/BHA fournissent aussi des produits médicaux essentiels ainsi qu'une formation aux intervenants communautaires et aux cliniques. En 2023, avec le soutien du gouvernement américain, l'UNICEF et ses partenaires ont formé plus de 200 professionnels de santé et près de 2 000 professionnels de santé communautaires pour détecter la malnutrition aiguë sévère chez les enfants et les femmes enceintes et allaitantes. En outre, l'UNICEF a fourni des suppléments de vitamine A à plus de 580 000 enfants âgés de 6 à 59 mois au cours de l'année, atteignant un taux de couverture de près de 90 %.



2

Partenaires financés par l'USAID/BHA qui soutiennent les opérations logistiques critiques

SOUTIEN LOGISTIQUE

Les partenaires de l'USAID/BHA fournissent des services logistiques essentiels dans le cadre de la réponse humanitaire en RCA. En raison de l'accès routier insuffisant à travers le pays, l'USAID/BHA soutient le service aérien humanitaire des Nations Unies (UNHAS) pour assurer le transport humanitaire du personnel et des marchandises à travers la RCA et pour fournir un service aérien aux ONG partenaires. En outre, les ONG partenaires de l'USAID/BHA assurent la gestion commune de la logistique et du stockage pour les organisations de riposte. L'USAID/BHA a également financé des initiatives visant à améliorer les plateformes logistiques dans la capitale de la RCA, Bangui, afin de renforcer les capacités de riposte des membres du mécanisme de réponse rapide (MRR) géré par l'UNICEF, permettant aux acteurs de l'aide humanitaire d'envoyer rapidement des fournitures dans les zones touchées par la crise. En 2023, le système de suivi du MRR, qui couvrait environ 75 % du pays, a généré 125 alertes pour des situations d'urgence qui ont touché près de 277 000 personnes. Environ 65 % de ces alertes étaient liées à la violence, d'autres étant causées par des catastrophes naturelles et des retours de personnes déplacées.



6

Partenaires financés par le gouvernement américain qui soutiennent les activités WASH

WASH

Les partenaires de l'USAID/BHA fournissent une assistance WASH critique aux populations dans le besoin dans l'ensemble de la RCA, notamment aux personnes déplacées et aux rapatriés. L'USAID/BHA a également soutenu le MRR géré par l'UNICEF, qui fournit une assistance WASH par la construction de latrines, la distribution de kits d'hygiène, l'organisation de séances de sensibilisation à l'hygiène et la réhabilitation de points d'eau dans toute la RCA. Des activités soutenues par le Département d'État/PRM ont permis de réhabiliter des sources d'eau potable et de soutenir les systèmes de distribution d'eau au sein des communautés vulnérables. En 2023, l'UNICEF, partenaire du gouvernement américain, a permis à près de 100 000 personnes vulnérables d'avoir accès à de l'eau potable grâce à la réhabilitation et à la réparation de plus de 90 puits équipés de pompes à motricité humaine, à la mise en place de systèmes d'approvisionnement en eau d'urgence et à la distribution de kits de traitement de l'eau pour les ménages.



6

Partenaires financés par le gouvernement américain qui soutiennent les activités de protection

PROTECTION

Les partenaires de l'USAID/BHA et le Département d'État/PRM continuent de mettre en œuvre des programmes de protection pour les populations les plus vulnérables de la RCA en renforçant les services de protection de l'enfance, en organisant des séances de sensibilisation des communautés aux risques pour la protection, en fournissant des services de gestion et d'orientation des cas d'urgence pour les victimes de la violence sexiste, et en fournissant des services de soutien psychosocial individuel. En 2023, l'UNICEF a réalisé des activités communautaires de santé mentale et de soutien psychosocial auprès de 40 000 enfants et adolescents et plus de 5 500 soignants. L'UNICEF a également réalisé des interventions de prévention et de riposte à la violence sexiste qui ont atteint plus de 280 000 personnes au cours de l'année.



3

Partenaires financés par l'USAID/BHA qui soutiennent les activités en matière d'abris et de camps

ABRIS ET CAMPS

L'USAID/BHA soutient les ONG et les agences des Nations Unies en fournissant une assistance individualisée en matière d'abris aux PDI, aux rapatriés et aux communautés d'accueil affectées par le conflit en RCA. Les partenaires de l'USAID/BHA et du Département d'État/PRM distribuent des kits d'abris d'urgence et améliorent les services de coordination et de gestion des camps de déplacés (CCCM) dans tout le pays. En outre, l'USAID/BHA soutient l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), qui codirige le Cluster CCCM de la RCA, l'organe de coordination des activités CCCM humanitaires, comprenant des agences des Nations Unies, des ONG et d'autres parties prenantes en prépositionnant des kits d'abris d'urgence dans tout le pays. Avec le soutien de l'USAID/BHA, l'OIM collecte des données de suivi de la mobilité et fournit des abris transitoires aux PDI qui regagnent leur région d'origine.

RÉSUMÉ DU CONTEXTE

- En décembre 2012, l'alliance armée Séléka a avancé à travers la RCA en opposition au président de l'époque, François Bozizé. Le 24 mars 2013, les combattants de la Séléka sont entrés dans Bangui, prenant effectivement le contrôle du pays et déclenchant une période de violence généralisée. Les conditions de sécurité se sont encore détériorées en décembre 2013, lorsque des affrontements ont éclaté entre l'alliance Séléka, désormais dissoute, et des milices anti-balaka composées de combattants armés qui s'opposaient aux forces de l'ex-Séléka.
- Après une période de transition de près de trois ans, la RCA a organisé des élections présidentielles en décembre 2015 et en février 2016, qui ont abouti à l'élection du président Faustin-Archange Touadéra, qui a pris ses fonctions le 30 mars 2016.
- Après plus de six ans de conflit, le gouvernement centrafricain et 14 groupes armés ont signé l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine le 6 février 2019.
- Une flambée de violence liée aux élections a commencé en décembre 2020 entre les groupes armés de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC), le gouvernement de la RCA, la MINUSCA et les

forces de sécurité bilatérales soutenant le gouvernement centrafricain. Le conflit a exacerbé la détérioration généralisée des conditions humanitaires tout au long de l'année suivante, y compris les nombreuses violations des droits de l'homme attribuées à la présence des groupes armés.

- Le 18 janvier 2021, la Cour constitutionnelle a validé les résultats de l'élection du 27 décembre 2020, ce qui a permis au président Touadéra d'assumer un second mandat. Avant et pendant l'élection, des groupes armés alliés à l'ancien président Bozizé, que la Cour constitutionnelle avait jugé inéligible, ont déployé des efforts concertés pour perturber le scrutin et s'emparer des principales zones urbaines.
- Le 15 octobre 2021, le Président Touadéra a déclaré un cessez-le-feu unilatéral, qui a été accepté par tous les groupes impliqués dans le conflit sauf deux, dont le CPC.
- Le 6 octobre 2023, l'ambassadrice américaine Patricia A. Mahoney a renouvelé la déclaration de besoin humanitaire pour la situation d'urgence complexe en RCA pour l'exercice fiscal 2024 en raison de l'ampleur et de la gravité des besoins humanitaires actuels dans le pays liés aux impacts des conflits, aux chocs climatiques, à l'insécurité alimentaire et à l'afflux de réfugiés en provenance des pays voisins.

FINANCEMENT HUMANITAIRE DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN EN INTERVENTIONS D'URGENCE EN RCA POUR L'EXERCICE FISCAL 2024¹

PARTENAIRE DE MISE EN ŒUVRE	ACTIVITÉ	LIEU	MONTANT
USAID/BHA²			
Catholic Relief Services (CRS)	Agriculture, Systèmes de relance économique et de marché (ERMS), Aide alimentaire - Aide alimentaire en nature	Nana-Mambéré, Ouham-Pendé	3 500 000 \$
International NGO Safety Organization (INSO)	Coordination humanitaire, gestion de l'information et évaluations (HCIMA)	Ensemble du pays	500 000 \$
OIM	ERMS, HCIMA, Abris et camps, WASH	Ensemble du pays	6 500 000 \$
UNICEF	Nutrition - Aide alimentaire en nature	Ensemble du pays	2 000 000 \$
Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA)	HCIMA	Ensemble du pays	800 000 \$
PAM	Aide alimentaire - Aide alimentaire en nature	Ensemble du pays	27 999 856 \$
	Logistique	Ensemble du pays	2 000 000 \$
Soutien au programme			12 129 \$
FINANCEMENT TOTAL USAID/BHA			43 311 985 \$
DÉPARTEMENT D'ÉTAT/PRM			
Comité International de la Croix-Rouge (CICR)	ERMS, WASH	Bangui, Nana-Grébizi, Nana-Mambéré, Ouaka	1 400 000 \$
HCR	Éducation, Santé, Nutrition, Protection, WASH	Bangui, Vakaga	3 780 000 \$
FINANCEMENT TOTAL DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT/PRM			5 180 000 \$
FINANCEMENT TOTAL DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN EN INTERVENTIONS D'URGENCE EN RCA POUR L'EXERCICE FISCAL 2024			48 491 985 \$³

¹ L'année de financement indique la date d'engagement ou d'obligation, et non d'affectation, des fonds. Les chiffres de financement reflètent le financement total annoncé publiquement par l'USAID/BHA au 29 mars 2024.

² Les totaux incluent la valeur estimée de l'aide alimentaire et des frais de transport au moment de l'achat ; sous réserve de modifications.

³ Ce total ne comprend pas le financement de plus de 5 millions de dollars au cours de l'exercice 2024 du Département d'État/PRM pour les réfugiés centrafricains dans les pays voisins, ce qui porte le total des financements d'urgence du gouvernement américain pour l'urgence complexe en République centrafricaine au cours de l'exercice 2024 à plus de 53 millions de dollars.

INFORMATIONS SUR LES DONNS PUBLICS

- La façon la plus efficace de contribuer aux efforts d'assistance consiste à verser des dons aux organisations humanitaires qui interviennent. La liste des organisations humanitaires qui acceptent des dons pour des interventions d'aide aux populations victimes de catastrophes dans le monde est disponible sur www.interaction.org.
- USAID encourage les dons en argent, car ils permettent aux professionnels de l'aide d'acheter exactement ce qui est nécessaire (souvent dans les régions touchées), de réduire la mobilisation des ressources rares (comme les routes, le temps du personnel et les espaces de stockage), de transférer très rapidement l'aide sans coûts de transport, de soutenir l'économie des régions frappées par une catastrophe ainsi que d'offrir une assistance respectant les contraintes locales d'ordre culturel, alimentaire et environnemental.
- Pour en savoir plus, consultez :
 - Centre d'information USAID sur les catastrophes internationales : cidi.org
 - Des informations supplémentaires sur les activités d'aide aux populations sinistrées sont disponibles sur www.reliefweb.int.

Les bulletins d'information d'USAID/BHA sont disponibles sur le site USAID à l'adresse suivante : usaaid.gov/humanitarian-assistance/where-we-work